

Bonjour à toutes et tous,

Suite à l'AG de « Saint Étienne Demain » du 19 septembre, et des échanges et rencontres qui ont suivis, je souhaite faire part de ma conviction qu'**il reste possible et souhaitable de construire une dynamique commune**, où chaque personne et chaque groupe puisse donner le meilleur de ses savoirs-faire et de ses motivations, **afin de faire de ces élections municipales à Saint Étienne, un point d'ancrage possible de la mutation écologique et sociale radicale et globale nécessaire.**

Prenant acte de la validation par l'AG Saint Étienne Demain de sa tête de liste en la personne de Pierrick Courbon, au terme du processus engagé depuis plusieurs mois en leur sein, selon une méthodologie de type sociocratique,

- prenant acte que cette validation a eu lieu avant que ne soit abordée la question d'une démarche commune faisant suite à la réunion du samedi 14 septembre, réunion qui a rassemblé un collectif large de forces de gauche, écologistes et citoyennes dans le cadre de l'appel du 28 juin initié par la France Insoumise,

- prenant acte que Pierrick Courbon lors de sa déclaration suite à la décision le concernant, s'est engagé à mettre en œuvre un véritable programme de transformation sociale et écologique radicale rassemblant toutes les forces partageant ces objectifs, avec la détermination d'emporter ensemble ces élections municipales,

- prenant acte de la volonté affirmée par les différentes personnes qui se sont exprimées pour Saint Étienne Demain, de mettre en œuvre un programme construit autour de trois axes majeurs :

- faire face à l'urgence écologique et climatique à travers des engagements locaux déterminants,*
- faire face à l'urgence sociale et à la grande précarité d'un grand nombre de stéphanois.e.s par des mesures concrètes,*
- faire face à l'urgence démocratique en instaurant un mode de gouvernance innovant au niveau des instances municipales et en impliquant les habitant.e.s dans le processus de décision,*

- prenant acte du principe posé par l'AG de Saint Étienne Demain et repris par Pierrick Courbon, d'un possible retrait de sa position de tête de liste si une candidature citoyenne mieux à même d'emporter ces élections, se présentait,

- prenant acte des positions prises par EELV, sortant de Saint Étienne Demain et envisageant de lancer une liste en leur nom,

- prenant acte de la forte envie militante au sein de la France Insoumise et d'autres associations, organisations ou mouvements, de lancer une troisième dynamique en vue d'une éventuelle troisième liste à gauche, qui serait plus citoyenne et alternative que les autres,

- conscient des difficultés que tout cela met en évidence pour aboutir à une convergence des différentes aspirations sociales, écologistes et citoyennes dans la situation actuelle,

je réaffirme ma disponibilité pour participer à tout ce qui pourrait permettre de nous saisir de l'opportunité d'une prise en main des institutions stéphanoises par les citoyennes et les citoyens qui veulent engager sur notre territoire une transformation sociétale à la hauteur de l'urgence vitale qui s'impose à nous comme à l'ensemble de l'humanité. Cette prise en main institutionnelle au niveau de la commune n'est qu'une étape qui doit permettre d'en envisager d'autres, du local à l'international.

Je l'ai dit lors de l'AG de Saint Étienne Demain et le redis ici, **si cela peut permettre de mettre cote à cote les différents groupes politiques, les différentes personnalités qui les représentent, ainsi qu'un panel de personnes militantes d'associations ou de mouvements citoyens mobilisées par les mêmes aspirations de transformation sociale et écologique radicale, sans que personne ne sente devant ou derrière quiconque, je suis prêt à assumer le rôle de « tête de liste » d'une liste unique que nous devons arriver à constituer.** Ce rôle de tête de liste est un impératif légal dans le cadre de la constitution républicaine telle qu'elle existe aujourd'hui. Dans deux ans nous travaillerons à réécrire collectivement cette constitution. Pour l'heure, je suis prêt à m'engager pour faire de cette liste unique, une liste réellement collective où l'engagement et les compétences de chacun.e soient mis en commun en vue de donner force au projet que nous devons construire et porter ensemble en s'appuyant sur nos spécificités propres.

Dans cette perspective, je me permets de tracer quelques pistes qui pourraient éventuellement nourrir notre détermination commune :

- 1. Construction d'un socle commun ambitieux à la hauteur des défis écologiques et sociaux à relever :**
 - affirmant notre volonté de tout faire à l'échelle de notre territoire dans l'optique de rester sous le seuil des + 1,5°C de réchauffement au niveau planétaire, ce qui implique de mettre en œuvre un plan de réduction majeure et mesurable de notre impact carbone territorial d'ici 2030
 - garantissant une place et des moyens d'agir et de vivre en dignité pour toutes et tous les habitant.e.s du territoire, en commençant par celles et ceux qui sont aujourd'hui les plus confronté.e.s à la précarité, les plus fragiles, les plus exploité.e.s ou privé.e.s de tout droit.

Il semble important de préciser qu'un tel projet est clairement incompatible avec le maintien de l'humanité dans la soumission à la loi du marché et à la course aux profits menée par les investisseurs, les banques et les multinationales.

Cette course folle est portée par un système économique et financier tout-puissant imposant ses règles à la majorité des institutions politiques sur tous les continents. Ce système pousse à la croissance sans fin et propulse l'humanité vers un chaos d'une ampleur sans précédent. Il creuse de manière exponentielle les écarts de richesses et les inégalités. Il exploite sans limite les ressources naturelles autant que les humains. Il détermine nos manières de vivre, de produire et de consommer à l'échelle mondiale et nous conduit, si rien ne l'arrête, à une élévation de la température globale de +3°C à +5°C par rapport au début de l'ère industrielle et à la destruction des écosystème naturels qui nous font vivre. Ainsi responsable du processus global d'extinction massive du vivant aujourd'hui engagé, ce système mène à un génocide de plusieurs milliards d'humains à l'échelle planétaire. Dans un contexte de vie qui va devenir impossible sur des territoires de plus en plus grands, il nous prépare une situation de guerre généralisée pour l'eau et la survie, autant qu'au refoulement massif et criminel de millions de migrants arrivant aux portes des zones encore habitables pour y chercher refuge. Telle est l'histoire mise en œuvre qui nous est tracée et que nous décidons de refuser avec détermination en nous engageant à bâtir au plus vite une alternative salvatrice, commençant par notre niveau local et dans une perspective de mutation nécessaire d'ampleur internationale.

- 2. Construction d'une alternative démocratique** basée sur de nouveaux modes d'organisation et de gouvernance, impliquant les habitant.e.s de la commune dans les choix qui déterminent leur quotidien et leur avenir.

Cela pourrait notamment se concrétiser par la non concentration des pouvoirs dans les mains du maire. Anticipant le changement de constitution que nous souhaitons, le rôle du maire pourrait être redéfini comme coordinateur/animateur d'une importante équipe municipale chargée de l'exécutif, associant responsables de différents partis politiques et citoyennes/citoyens indépendant.e.s, toutes et tous déterminé.e.s à mettre en œuvre les orientations communes. Sous contrôle des citoyennes et citoyens ayant porté la liste dont il est issu, le maire serait garant du respect de ses orientations autant que du mode de gouvernance et de décision avec prise en compte et levée des objections jusqu'au consentement de toutes et tous.

Cela pourrait se concrétiser aussi par le développement indépendant d'une dynamique municipaliste avec multiplication d'assemblées citoyennes de quartier et nomination par elles-mêmes d'une « assemblée des assemblées » qui serait l'interface avec le conseil municipal. Cette interface permettrait de faire valoir les besoins et les problématiques collectives des habitants autant que d'étudier et d'élaborer ensemble les projets importants proposés par le conseil municipal ou par l'assemblée des assemblées, selon le mode de validation par consentement.

Il s'agirait aussi de mettre en place un plan de formation à l'auto-organisation des populations en vue de développer leur pouvoir d'agir pour transformer leurs réalités quotidiennes, avec formation à la construction de rapports de force efficaces quand cela est nécessaire.

Dans notre contexte spécifique, il semblerait essentiel de montrer que cette volonté de mutation démocratique se concrétise déjà au niveau de la campagne électorale, comme elle pourrait l'être au sein du prochain conseil municipal.

- 3. Construction d'une alternative économique territoriale**, qui doit permettre de répondre au plus vite aux besoins essentiels des populations, en faisant rupture avec la logique du profit, et en donnant une place à toutes et tous dans la perspective de mutation écologique et sociale que nous nous fixons.

Cela implique notamment de développer les services publics locaux nécessaires au bien vivre collectif dans une perspective de gratuité, notamment concernant les transports en communs et les moyens de transport doux, en parallèle à la réduction forte de l'usage des voitures individuelles partout où des formes alternatives se développent, la re-municipalisation de la gestion de l'eau, l'appui aux services publics nationaux en difficulté, le soutien aux initiatives citoyennes écologiques et sociales et aux structures de quartier ou d'éducation populaire... Cela renvoie aussi à une politique publique volontariste en terme de rénovation/isolation thermique des logements, de développement du foncier agricole disponible pour l'installation de nouveaux paysans et de développement de l'agriculture urbaine...

En vue de mettre en œuvre une réelle dynamique d'économie alternative locale, durable au-delà des mandats électoraux et dans un contexte où le système fondé sur le profit reste dominant, il pourrait être utile de compléter ces engagements de service public par la constitution d'une structure coopérative à l'échelle du territoire permettant d'établir des règles de fonctionnement et de développement propres au réseau ainsi mis en œuvre.

Cette « coopérative territoriale » pourrait regrouper et mettre en synergie l'ensemble des actrices et acteurs économiques, incluant les habitant.e.s, consommateurs, consommatrices ou salarié.e.s, dans la

perspective de mutation écologique et sociale nécessaire, en se donnant notamment les objectifs suivants :

- *Organisation et gestion coopérative et participative de plans de développement, d'optimisation carbone et de mutualisation de moyens concernant les activités et les filières de production /distribution /consommation nécessaires pour répondre aux besoins essentiels de la population.*
- *Adoption de règles collectives par tous les acteurs du réseau coopératif, concernant les niveaux et la limitation des écarts de rémunération, le partage des responsabilités, le renoncement aux dividendes pour les porteurs de parts de capital, la mise en commun des excédents des structures économiques du réseau en vue de constituer un fonds commun de financement des projets validés collectivement...*
- *Proposition de contrat CDI à toute personne en situation précaire qui le demande, permettant de participer à l'engagement écologique et social collectif au sein des structures du réseau ou d'équipes constituées pour répondre aux objectifs prioritaires retenus par le réseau. Le financement de ces contrats pourrait être envisagé dans le cadre du dispositif « Territoires Zéro Chômeur Longue Durée » et/ou grâce à un système de financement mis en place au sein du réseau coopératif.*
- *Développement d'un système monétaire local visant à soutenir les interactions et le développement solidaire entre les membres du réseau. Le fonds de nantissement en euros de cette monnaie locale, alimenté par les conversions des membres, ainsi que par les placements des épargnant.e.s, ou toutes autres dotations ou subventions, pourrait permettre :*
 - *la mise en circulation de monnaie, valable uniquement au sein du réseau, pouvant notamment permettre de payer une part des salaires pour les contrats « zéro chômeur »,*
 - *la mise en place d'un outil de prêts à taux zéro pour les projets portés ou à multiplier au sein du réseau coopératif.*

D'autres systèmes monétaires alternatifs aux monnaies spéculatives pourraient être mis en œuvre.

- *Développement de l'agriculture paysanne et de l'agriculture urbaine, dans une perspective d'autonomie alimentaire territoriale, avec un plan d'accession au foncier en zone périurbaine, et le développement des pratiques permaculturelles et d'agroforesterie, avec valorisation systématique des biodéchets. L'objectif global serait d'arriver à garantir une alimentation saine et locale pour toute la population, avec une meilleure résilience face aux changements climatiques, ainsi que la revitalisation biologique des sols, facteur important de captation carbone et de fertilité à long terme.*
- *Multiplication des logements à faible consommation énergétique et à loyers modérés, potentiellement gérer sous forme de coopératives d'habitants à capital non lucratif, associée à un large plan d'isolation des bâtiments par les acteurs du réseau, avec des matériaux locaux à faible impact carbone ou à impact positif (bois, paille...) ...*
- *Développement des moyens de production en énergies renouvelables, avec recherche et développement concernant la réduction des consommations, le développement d'alternatives bas carbone pour les déplacements, le développement de systèmes de stockage et de distribution alternatifs locaux...*

Bien d'autres axes de travail et d'élaboration collective sont à mettre en réflexion en vue d'aboutir à une possible mobilisation commune s'appuyant sur les apports et spécificités de chacun.e.

J'aurais plaisir à travailler avec toutes et tous pour tenter d'avancer vers un tel projet innovant et porteur d'espoir pour notre avenir commun, ici comme à l'échelle de la planète...

Amicalement
Vincent Bony